



<http://www.lefigaro.fr/vox/economie/2014/12/19/31007-20141219ARTFIG00355-le-vrai-risque-c-est-la-france.php>



FIGAROVOX/TRIBUNE - Charles Wyplosz estime que le gouvernement Valls n'a pas les moyens politiques de faire l'indispensable virage qui aurait dû être pris depuis fort longtemps.

Charles Wyplosz est professeur d'économie internationale à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève et directeur du Centre international d'études monétaires et bancaires. Ses principaux domaines de recherche sont les crises financières, l'intégration monétaire européenne, les politiques monétaires et budgétaires ainsi que l'intégration monétaire régionale. Il intervient fréquemment comme expert auprès d'organisations internationales.

Crise économique en Russie, effondrement du prix du pétrole, situation politique instable en Grèce¹, et voilà que revient l'inquiétude. Allons-nous à nouveau vers une grave crise? C'est peu probable. Mais l'anxiété créée par la simultanéité d'événements spectaculaires nous rappelle que la crise n'est pas finie en Europe et qu'elle peut repartir. Et elle fait ressortir la fragilité croissante de la France.

La zone euro a besoin de plus que ça. Même avec un pétrole moins cher, la croissance ne sera pas euphorisante. Les politiques d'austérité n'ont pas fini leur travail de sape et ne vont pas être abandonnées.

L'affaissement de la Russie² est impressionnant, mais pas surprenant. Les ventes de pétrole représentent la moitié des exportations russes. Avec la chute des prix, la perte est lourde pour une économie qui ne se portait déjà pas bien. L'embargo imposé pour riposter aux interventions militaires en Ukraine³ commence aussi à faire sentir ses effets. Très logiquement, le rouble⁴ chute. Il a perdu la moitié de sa valeur en quelques semaines, pas vraiment parce que les revenus du pétrole baissent, mais parce que les épargnants russes, avec à leur tête les riches oligarques (qui ont parqué depuis belle lurette le gros de leurs fortunes à l'étranger), sont inquiets. Le mécanisme de la boule de neige est habituel: une petite baisse du taux de change entraîne une petite sortie de capitaux, qui affaiblit la monnaie et encourage de nouvelles fuites, et le cycle continue en s'amplifiant. Mais si la Russie est à genoux, elle a de quoi résister. Depuis une vingtaine d'années, elle a bénéficié des cours élevés du pétrole, du gaz et des autres matières premières qui, avec les ventes d'armes, représentent l'essentiel des exportations. Le gouvernement, qui reçoit une part très rondelette de ces revenus, a vu son budget en excédent et sa dette a chuté. Les réserves de change restent conséquentes, malgré la récente hémorragie. Dans les mois qui viennent, la Russie ne va probablement pas s'effondrer, elle va plutôt connaître une vraie récession et l'inflation, déjà élevée à 9 %, va s'envoler. Le risque le plus sérieux est une désillusion à l'égard de Poutine, qui a assis sa popularité sur la prospérité offerte par les cours élevés du pétrole pendant son règne. Si son pouvoir se met à vaciller, sa meilleure chance de survie sera d'exalter encore plus le nationalisme qu'il exacerbe depuis longtemps. Il pourrait compter d'autres aventures militaires pour distraire le bon peuple. À défaut de fournir du pain, il offrirait le cirque, un cirque bien dangereux.

L'autre versant des affres russes, c'est la baisse de la facture pétrolière pour les pays importateurs. L'Europe, le Japon et la Chine en seront les premiers bénéficiaires. Ce contre-choc pétrolier tombe à pic, au moment où leur croissance est en berne - relative dans le cas de la Chine qui se développe au rythme de 6 % par an. Dans ces pays, où les bonnes nouvelles économiques se sont faites très rares ces derniers temps, le ciel devrait s'éclaircir.

Mais la zone euro a besoin de plus que ça. Même avec un pétrole moins cher, la croissance ne sera pas euphorisante. Les politiques d'austérité n'ont pas fini leur travail de sape et ne vont pas être abandonnées. Au contraire, on pourrait bien voir la Commission européenne demander aux pays en déficit de profiter de la petite reprise qui s'annonce pour redoubler leurs efforts de réduction des déficits. À ce rythme, le chômage ne va pas baisser, en tout cas pas suffisamment pour redonner du moral aux consommateurs et aux entreprises.

Le vrai risque, c'est la France. Le gouvernement n'a pas les moyens politiques de faire l'indispensable virage que le pays n'a jamais

vraiment tenté depuis des décennies.

On ne répétera jamais assez: partout dans la zone euro, les dettes publiques ont augmenté depuis avant la crise. Si elles étaient alors assez élevées pour provoquer la crise, la situation est pire aujourd'hui. Même si les budgets s'améliorent, il faudra des décennies pour redescendre à un niveau confortable. Pendant ce temps, une étincelle suffira à déclencher une nouvelle crise. L'étincelle peut être provoquée par n'importe quel petit contretemps dans n'importe quel pays et s'étendre ensuite à d'autres pays. L'inquiétude vient, aujourd'hui encore, de la Grèce⁵ où le parti anti-européen Syriza pourrait gagner des élections. À tort sans doute. Arriver en tête aux élections ne suffit pas à pouvoir former un gouvernement seul. Un gouvernement de coalition sera donc plus modéré que Syriza, qui a déjà mis beaucoup d'eau dans son vin.

Le vrai risque, c'est la France. Le gouvernement n'a pas les moyens politiques de faire l'indispensable virage que le pays n'a jamais vraiment tenté depuis des décennies. À l'étranger, plus personne ne cherche à comprendre cette paralysie et les marchés financiers sont de plus en plus inquiets, d'où la nouvelle dégradation de la note par l'agence Fitch. Que la croissance revienne, même timidement, et le gouvernement sera tenté de nier encore plus la réalité, les frondeurs fronderont, et l'opposition continuera de les aider à bloquer toute réforme, comme on le voit avec la très timide, mais fondamentalement saine loi Macron. Le maillon faible de l'Europe, c'est la France. Et si la France chute, l'effet sera global.

Charles Wyplosz

Liens:

- 1 <http://plus.lefigaro.fr/tag/grece>
- 2 <http://plus.lefigaro.fr/tag/russie>
- 3 <http://plus.lefigaro.fr/tag/ukraine>
- 4 <http://plus.lefigaro.fr/tag/rouble>
- 5 <http://plus.lefigaro.fr/tag/grece>